

IDÉES

HAÏTI

Les habits neufs de la colonisation

KERN GRAND-PIERRE

Directeur général du journal bimensuel *Haiti Infos* publié à New York.

Le séisme dévastateur du 12 janvier dernier occupe encore nos esprits et fait parfois verser des larmes aux plus endurcis. Comment ne pas se sentir concernés devant une pareille hécatombe même six mois plus tard, sachant que les séquelles de cette destruction massive sont plus présentes que jamais dans cette Haïti où, semble-t-il, la vie et la mort se côtoient quotidiennement dans un environnement lugubre et kafkaïen dont l'horreur dépasse l'imagination?

On aura beau discourir sur l'incompétence de ce gouvernement qui ne gouverne rien et sur l'indifférence des acteurs principaux plus motivés par le potentiel des milliards de dollars venant de la communauté internationale que par la recherche de solutions fiables pour un million sept cent mille de nos frères et sœurs qui dorment à la belle étoile sous des tentes de fortune faites de draps fins et de boîtes en carton...

On aura beau discourir sur l'irresponsabilité des uns et des autres dans ce pays meurtri, la nation s'enlise jour après jour dans une situation de tutelle à peine voilée où ceux qui décident de notre avenir en tant que peuple libre et indépendant ne sont plus des nationaux, mais une camarilla de profiteurs de tous bords et de tous poils, avec en tête 15 000 ONG pour la plupart utiles et incontrôlables, mais parfois opportunistes et condescendantes.

Mise à nu

Sans l'aide humanitaire massive qu'auront apportée les organisations étrangères comme Médecins sans frontières au lendemain du séisme, les conséquences auraient été encore plus lourdes, c'est un fait. Mais quand 15 000 ONG opèrent dans un petit pays comme le nôtre, il y a lieu de se demander pourquoi cette attention intense et quel est le but ultime d'un contingent si important de donateurs d'aide dans un espace pas plus grand que l'État du Maryland.

Quand on ajoute à l'équation l'omniprésence de l'ONU, qui faisait déjà partie de notre paysage depuis le *forcing* de 2004 qui a obligé Jean-Bertrand Aristide à aller redécouvrir ses racines africaines, et l'influence illimitée d'un poids lourd comme Bill Clinton dans le dossier Haïti et tout ce qui s'en rapproche, il y a lieu de se demander si le 12 janvier n'a pas fait qu'accélérer un train qui était déjà en marche, en d'autres termes la recolonisation de la République d'Haïti.

Ce tremblement de terre meurtrier aura été la proverbiale goutte d'eau qui a fait déborder le vase en mettant à nu la quasi-inexistence des institutions étatiques qui, dans tout autre pays, se seraient mises en branle pour sauver beaucoup de ces milliers des nôtres qui ont attendu des jours durant une aide qui n'est jamais



PHOTO MINUSTAH

Pourquoi cette attention intense? Quel est le but ultime d'un contingent si important de donateurs d'aide

venue. Jusqu'à leur dernier soupir.

Un suicide collectif

Préoccupés par leurs motivations mesquines et sans grandeur, les politiciens vœux à qui le peuple haïtien a confié sa destinée n'ont jamais pensé à élaborer un plan d'urgence pour des cataclysmes d'aucune sorte, tel un simple cyclone, voire un séisme de cette magnitude. S'il est vrai que les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent, c'était donc littéralement un suicide collectif quand le petit peuple des bidonvilles se jeta dans la piscine de l'hôtel Montana pour imposer René Préval.

D'autre part, on aura beau discourir sur l'apport indispensable de la diaspora qui soutient le pays avec des transferts annuels de 2 milliards de dollars et sur la nécessité de l'intégrer dans tout plan de reconstruction véritable, la diaspora elle-même, avec toute sa bonne volonté, n'est ni prête ni structurellement équipée pour être une force positive à l'intérieur du pays, à ce carrefour déterminant pour l'avenir de la nation. Ou ce qui en reste.

Combien sont prêts à laisser le confort des capitales occidentales pour réintégrer un milieu hostile comme Haïti, où la diaspora est vue comme une machine à transferts ou un ATM mais

non comme des citoyens à part entière?

Il est clair qu'il n'y a pas un plan de reconstruction d'Haïti par les Haïtiens puisque nous n'avons évidemment pas les moyens de reconstruire tout seuls, d'une part, et puisque, d'autre part, nous n'avons pas un leadership à la hauteur d'un moment historique de cette ampleur.

Il faudrait être résolument inepte et naïf pour croire que les anciennes puissances coloniales acquiescentes aux minipouvoirs régionaux, comme le Brésil de Lula et le Venezuela de Chávez, vont mettre de côté leurs dispositions paternalistes à l'égard du pays

dysfonctionnel que nous sommes pour faire à notre place ce que nous devrions être capables de faire pour nous-mêmes après deux siècles comme hommes libres.

La reconstruction des immeubles, si reconstruction il y aura, n'est qu'un pas dans la reconstruction de la nation. Le modèle institutionnel d'avant le 12 janvier ayant lamentablement échoué, il nous faut une nouvelle donne, une nouvelle définition de l'homme haïtien, une nouvelle orientation pour notre pays, ou nous foncerons tête baissée dans une ère de colonisation de convenance, cette fois-ci amicale mais pérenne.

Le modèle institutionnel ayant échoué,

il nous faut une nouvelle donne, une

nouvelle définition de l'homme haïtien,

une nouvelle orientation pour notre pays

Dépenses des gouvernements

Dans quel monde vivons-nous?

MONIQUE JEANMART

Sociologue retraitée, après 30 ans d'enseignement au collégial

En première page du *Devoir*, ce lundi 9 août, deux articles suscitent d'abord l'étonnement, et bientôt la honte... Honte d'avoir élu et d'être représentée par des politiciens qui prennent, en notre nom, des décisions révoltantes pour n'importe quel citoyen qui n'est pas encore complètement cynique. Le premier article s'intitule «L'école des Africaines. Un jour le Burkina Faso s'en sortira». Le second, «Armes et munitions: la facture explose à Ottawa».

Dans le premier article, la journaliste nous apprend que, dans ce pays, une fille sur deux ne fréquente pas l'école. De celles qui la fréquentent, 38 % seulement termineront le niveau primaire.

Selon l'article, les freins à la scolarisation des filles sont «les pesanteurs socioculturelles de la société». Mais aussi — et surtout — le paiement des frais de cotisation obligatoires à l'association des parents (1500 CFA, 3 \$ CAN). Et parmi ces petites filles qui vont à l'école, beaucoup y vont le ventre vide. Un maigre budget, consenti par l'État, fournit «habituellement» un repas de maïs et de riz le midi. Mais quand la journaliste est passée, «le fonds était vide depuis 15 jours» et le professeur faisait «chanter» les fillettes pour les dynamiser et leur faire oublier leur ventre vide.

Le deuxième article («Armes et munitions: la facture explose à Ottawa») nous apprend que, en raison de la guerre en Afghanistan, les achats de munitions, de grenades, d'armes et de canons ont bondi ces dernières années. Il y a cinq ans, l'armée dépensait, seulement pour les munitions, 207 millions de dollars. En 2009, la facture était passée à 308 millions. À cela il faut ajouter le «vo-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Les panneaux routiers, un exemple parmi d'autres

let militaire»: à ce chapitre, l'armée prévoit dépenser pour cette année seulement 1,622 milliard de dollars pour la mission à Kandahar.

Ce ne sont que quelques chiffres sur cette guerre que beaucoup trouvent inutile et qui n'apporte certainement pas aux femmes afghanes la liberté et le respect de leurs droits. N'est-ce pas l'argument qu'on nous a servi pour justifier cette guerre?

C'est ce même gouvernement qui a grugé dans les budgets des organismes qui viennent en aide aux femmes d'ici. Faut-il lui rappeler qu'il gouverne un pays qui a inventé les Casques bleus, dont la mission est de protéger la paix là où elle est menacée, et que Lester B. Pearson a obtenu le prix Nobel pour cette initiative?

À Québec aussi

C'est le gouvernement fédéral, me direz-vous! Et je n'ai pas voté pour lui! Toujours en première page du *Devoir*, cette fois le 29 juillet 2010, il y avait l'article «Le modèle du Dr Julien miné par un manque de fonds». Le gouvernement du Qué-

bec n'a pas versé le million qui constitue sa participation dans le financement du programme de pédagogie sociale du Dr Julien. Résultat: compressions dans les services aux enfants, licenciement de la moitié du personnel de l'équipe, mise en vente du siège social pour combler les déficits. Le lendemain, à la suite de cet article, le gouvernement annonce qu'il consentira 100 000 \$ «en attendant de voir si le projet peut rentrer dans les normes du ministère».

À la une du journal du 4 août 2010, on apprend que le gouvernement du Québec va dépenser des millions de dollars pour remplacer tous les panneaux de signalisation routière. Explication officielle: en vieillissant, les Québécois voient leur vue diminuer, ce qui justifie de nouveaux panneaux conçus avec d'autres caractères. Mais l'article précise également que, jusqu'en 2008, le ministère des Transports se chargeait lui-même de la fabrication et de l'installation de ces panneaux. Par décision de Monique Jérôme-Forget, le service de la fabrication a été fermé et c'est au secteur privé que l'on confie maintenant cette tâche. Des millions jetés par la fenêtre... alors qu'on ne cesse de nous répéter que nos gouvernements sont pauvres, qu'ils manquent d'argent et que nous devons nous serrer la ceinture.

Alors que le cynisme ambiant nous incite à nous fermer les yeux, il faut refuser ce monde d'injustice que nos politiciens contribuent (en notre nom) à perpétuer. Ne pas agir, c'est être complice des actions et des politiques de ces politiciens que nous n'avons peut-être pas élus, mais qui agissent en notre nom et avec notre argent.

Si ce n'est pas dans ce monde-là que nous voulons vivre, clamons-le, refusons-le. Le moins que chaque citoyen puisse faire, c'est de choisir des politiciens prêts à défendre la société dans laquelle il veut vivre.

Gilles Duceppe

Esprit d'ouverture à souligner

Nous, Québécoises et Québécois d'origine arabe et de confession musulmane, en ce jour du mois de Ramadan, félicitons avec grand plaisir et honneur le chef du Bloc québécois, M. Gilles Duceppe, pour le vingtième anniversaire de son élection comme député à la Chambre des communes.

Politicien démocrate et expérimenté, M. Duceppe croit à la citoyenneté et aux valeurs sociales-démocrates de liberté, d'égalité et de justice sociale.

Nous saluons l'esprit citoyen et démocrate de M. Duceppe, qui a bravé le silence politique et le tapage médiatique de l'intolérance et qui a critiqué ouvertement la discrimination sous toutes ses formes, notamment envers les Québécois arabes et musulmans.

Une telle prise de position humanise les rapports interculturels et renforce les liens entre les citoyens sur un fond de respect mutuel et de reconnaissance de la diversité, en plus de faire obstacle à la propagation des attitudes racistes et islamophobes.

Homme de sagesse et de principes, M. Gilles Duceppe se prononce pour la laïcité ouverte et déclare la neutralité de l'État, où tous les citoyens sont égaux devant l'État et ses institutions.

Nous félicitons le choix du Bloc québécois pour la laïcité ouverte exposée dans son mémoire *Bâtir le Québec ensemble* présenté à la commission Bouchard-Taylor.

Une telle prise de position ouvre le chemin du vivre-ensemble et du respect de la diversité, tout en favorisant la participation citoyenne et l'intégration socioéconomique des Québécoises et des Québécois arabes et musulmans sur le même pied que toutes les Québécoises et tous les Québécois.

Homme d'honneur et de dévouement civil, M. Gilles Duceppe défend les droits civils du citoyen et les lois en matière de sécurité.

Ne pas stigmatiser

Nous remercions M. Gilles Duceppe pour ses prises de position en ce qui concerne les lois antiterroristes et les certificats de sécurité qui traitent injustement et stigmatisent abusivement les Canadiens et les Québécois arabes et musulmans.

Une telle prise de position instaure l'équilibre entre les exigences de la sécurité et la protection des droits constitutionnels du citoyen.

Homme d'intégrité et d'aspiration nationale, M. Duceppe défend avec vigueur les intérêts du Québec au Parlement canadien et réclame des pouvoirs pour sauvegarder la spécificité culturelle et francophone de la société québécoise.

Nous appuyons les interventions politiques de M. Duceppe pour un Québec fort de sa culture, de sa langue et de son modèle de vivre-ensemble.

Pour nous, M. Gilles Duceppe constitue un exemple de politicien engagé pour la défense des principes d'égalité et de justice sociale, ainsi que pour la lutte contre l'intolérance, la discrimination et l'exclusion sociale. Nous sommes heureux de pouvoir compter sur M. Duceppe pour continuer à mettre ses convictions citoyennes au service d'un Québec rassembleur et d'une société civile qui juge ses citoyens au-delà de leurs apparences et de leurs appartenances religieuses, ethniques ou culturelles, mais bien plutôt selon leur citoyenneté et leur contribution civile.

Enfin, nous profitons de cette belle et unique occasion pour souhaiter à M. Gilles Duceppe et à sa famille la santé, le bonheur et la prospérité.

D Mohamad Sawan, O.Q., président du comité exécutif, Centre islamique libanais.

D Bachar El Solh, président, Fédération des Canadiens musulmans, qui regroupe les associations suivantes: Association musulmane de Montréal-Nord (AMMN);

Centre culturel islamique Ach-Choura (CCI Ach-Choura); Centre islamique BADR; Centre islamique Sainte-Rose (Centre Kawtar Laval); Mosquée Montréal (MM); Regroupement des Algériens du Canada (RAC); Regroupement des Marocains au Canada (RMC).

Bassam Hussein, vice-président, Association El-Hidaya.

Samer Majzoub, président, Forum canadien musulman (FMC-CMF), qui représente les organismes suivants:

Association communautaire AlHijrah (ACA); Association musulmane du Canada (MAC-Québec); Centre culturel musulman de Brossard (CCMB); Centre culturel musulman de Montréal (CCMM);

Comité de la femme musulmane canadienne (CFMC-CMWC); Congrès islamique canadien (CIC-Québec);

Mosquée Al-Rawdah; Regard Alternative Media (APM-RAM);

Scout musulman canadien, Ehab Lotayef, vice-président, Parole arabe.

Mohamed Sherif Kamel, Comité de coordination de CJPP, collectif Échec à la guerre.

Mohamed Habib Marzouqi, président, Centre culturel Abou-Baker.

Mohamed Zrig, secrétaire général, Association des droits de la personne au Maghreb.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre), information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Guillaume Bourgault-Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporter); information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médiat), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Dominique Remy (pupitre); information internationale : Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Paul Cauchon et Benoit Munger (responsables du site Internet), Jean-Jacques Coulombe et Émilie Folie-Boivin (communis Internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); David Dumouchel et Étienne Plamondon-Emond (communis à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérier (Ottawa). PUBLICITÉ Sylvain Grimard (directeur adjoint), Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Stéphanie Desjardins, Véronique Langlois, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Elyssa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebaï (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Simard) (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Belliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Veronique Page, Monique Proteau.